



FRANCE

« La motivation et l'estime de soi pourraient être percutées »

Selon les économistes Yann Algan et Elise Huillery, il faudrait investir dans la formation des enseignants plutôt que de séparer les élèves

ENTRETIEN

Les économistes Yann Algan et Elise Huillery, respectivement professeur à HEC et à l'université Paris-Dauphine, et auteurs d'*Economie du savoir-être* (Les Presses de Sciences Po, 2022), travaillent sur l'impact des compétences sociales et comportementales sur la réussite scolaire. Ils reviennent, à l'aune de leurs recherches, sur les réformes annoncées par le ministre de l'éducation nationale.

L'objectif d'élever le niveau des élèves français qu'a fixé le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, ne peut se faire, selon vous, qu'en incluant les compétences sociales et comportementales. Pourquoi ?

Yann Algan : Les résultats de l'édition 2022 de PISA, le programme international pour le suivi des acquis des élèves, le prouvent une nouvelle fois : 46 % des élèves français pensent que leur intelligence peut se développer contre 58 % en moyenne dans l'OCDE. Autrement dit, la majorité des élèves français jugent qu'ils sont mauvais en mathématiques « par nature ». Rien ne sert alors d'ajouter des heures de mathématiques dans les emplois du temps si, dès le départ, ces adolescents sont persuadés qu'ils ne peuvent pas progresser. C'est cet état d'esprit de développement, ce « growth mindset », comme disent les Anglais, qu'il faut faire évoluer. Les élèves doivent pouvoir changer de posture et acquérir la conviction que leur intelligence n'est pas fixe, qu'elle se développe comme un muscle.

Elise Huillery : Les compétences sociales et comportementales désignent notamment la con-

fiance en soi, la motivation, la persévérance ou encore la coopération. Elles ont un impact positif sur la réussite scolaire et sur l'insertion professionnelle. Les travaux que nous avons menés sur cinq ans avec l'association Energie Jeunes dans des collèges d'éducation prioritaire sont, à ce titre, éloquents : un programme de seulement trois heures par an sur ces sujets pendant les quatre années du collège peut déjà amorcer un changement d'état d'esprit.

Face à ces constats, la constitution de groupes de niveau voulue par Gabriel Attal en mathématiques et en français au collège suscite votre inquiétude, comme vous l'avez écrit, avec d'autres chercheurs, dans une tribune au « Monde », en amont de ces annonces. Pourquoi ?

Y. A. : Oui, nous sommes inquiets que ces groupes de niveau viennent percuter la motivation et l'estime de soi, et donc la réussite scolaire. Il va falloir des mesures d'accompagnement extrêmement fortes pour que les élèves les plus faibles ne se figent pas dans un état d'esprit fataliste.

E. H. : Des groupes de niveau contreviennent à l'« état d'esprit de développement ». Tout va ensuite dépendre de la flexibilité mise en place. Si l'on tend vers des groupes de besoin très souples, quasi au jour le jour, comme le programme Teaching at the right level en Afrique, alors cette méthode peut porter ses fruits. Mais où Gabriel Attal va-t-il placer le curseur entre des groupes permanents et des modules quotidiens ? Cela demande de la formation des enseignants et des classes moins chargées.

Par ailleurs, les inégalités, que





notre système peine à combler, vont sauter aux yeux. Selon une analyse réalisée par le chercheur Julien Grenet à partir des évaluations de 6^e de 2021, 50 % des élèves de classes sociales défavorisées se retrouveraient dans le groupe des élèves faibles contre seulement 13 % des élèves de classes sociales très favorisées. Les inégalités de genre seraient aussi marquées : le groupe des élèves forts en français compterait 57 % de filles et celui des forts en maths 56 % de garçons.

Que faudrait-il faire alors ?

E. H. : La réforme voulue par le ministre a pour but de faire face à l'hétérogénéité des classes, mais en séparant les collégiens. Lorsqu'ils y sont formés et qu'ils n'ont pas de classes surchargées, les enseignants arrivent à adapter les leçons et les exercices aux besoins des élèves. Ils ont, en outre, envie d'être accompagnés. Au lieu d'investir des ressources considérables dans le redoublement, dont l'inefficacité est prouvée scientifiquement, investir dans la formation des enseignants, dont les bénéfices se feront sentir tout au long de leur carrière, me paraît plus pertinent.

Y. A. : La France souffre d'un enseignement trop vertical, car les enseignants ne sont pas assez formés à la relation pédagogique, dans leurs études comme tout au long de leur carrière. C'est ce geste pédagogique qu'il faut interroger et renforcer. Comment accompagner les élèves ? Comment leur faire des retours ? Comment susciter la coopération ? Tout cela s'apprend. C'est ce que nous expérimentons dans les académies de Versailles et de Paris avec le programme Motiv'Action, dont nous pourrions mesurer les effets, d'ici

à un an, et pour lequel nous avons formé près de 400 professeurs.

En tant que membres du conseil scientifique de l'éducation nationale (CSEN), vous avez pu exposer vos travaux et vos positions dans le cadre de la mission « exigence des savoirs », lancée par Gabriel Attal, pour élaborer ce plan et dont l'un des rapporteurs était le président du CSEN, Stanislas Dehaene. Comment avez-vous reçu les annonces du ministre dans ce cadre ?

Y. A. et E. H. : Ce n'est pas la première fois – et sans doute pas la dernière – que les politiques ne prennent pas en compte l'avis des scientifiques pour prendre des décisions. Néanmoins, comme le ministre dit s'appuyer sur la mission « exigence des savoirs », dans laquelle sont intervenus des membres du conseil scientifique de l'éducation nationale, cela interroge le rôle et l'indépendance de cette instance. A titre personnel et en tant que chercheurs, nous ne voulons pas être instrumentalisés. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
SYLVIE LECHERBONNIER**

